Décision : QCRC00-00078

Numéro de référence : M00-80043-8

Date de la décision : Le 7 décembre 2000

Endroit : Québec

Date de l'audience: 15 novembre 2000

Présent : MICHEL PAQUET,
Commissaire

Personne(s) visée(s) :

2-Q-30033C-540-P
COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC
200, Chemin Sainte-Foy, 7e étage
Québec (Québec)
G1R 5V5

agissant de sa propre initiative

et-

RAYNALD AYOTTE
75, route 132 Ouest
Sayabec (Québec)
G0J 3K0

intimé

Procureur de la Commission: Me Jean-François Paquet

Dans la présente affaire, les services juridiques de la Commission ont fait parvenir l'avis d'intention et de convocation suivant à l'intimé:

«Commission des transports du Québec
545, boul. Crémazie Est, 10e étage
Bureau 1000, Montréal QC
H2M 2V1

POSTE CERTIFIÉE

AVIS D'INTENTION ET DE CONVOCATION

(Art. 26 à 38 *Loi concernant les propriétaires
et exploitants de véhicules lourds*)
(L.Q.1998, chapitre 40)

N° référence : M00-80043-8 COMMISSION DES TRANSPORTS
N° demande : 2-Q-30033C-540-P DU QUÉBEC
N° Nir : R-004303-5

et

Ayotte, Raynald
75, route 132 Ouest

Sayabec (Québec)
G0J 3K0

Intimé

1. La Commission des transports du Québec (ci-après appelée la "Commission") avise la partie intimée de son intention d'analyser son comportement à l'égard du respect des obligations légales et réglementaires qui lui sont imposées dans le cadre de l'application de la *Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds* (L.Q. 1998, ch.40) en matière de sécurité routière et de protection du réseau routier et à cette fin, elle entend plus particulièrement examiner les faits et événements décrits aux paragraphes qui suivent;
2. Selon les informations détenues par la Commission, l'intimé est inscrit au Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds avec une cote comportant la mention "satisfaisant";
3. Conformément à la Politique d'évaluation des propriétaires et des exploitants de véhicules lourds de la Société de l'assurance automobile du Québec, l'intimé aurait atteint le seuil maximum de risque au niveau de la zone SÉCURITÉ DES VÉHICULES en accumulant quatre (4) mises hors service, et cela dans le seul mois de juin 2000;
4. Il appert des informations contenues aux fichiers informatisés de la Société de l'assurance automobile du Québec que des déficiences auraient également été détectées sur des véhicules de l'intimé lors de vérifications effectuées les 12 décembre 1999, 4 février 2000 et 20 juin 2000;
5. Selon ces mêmes fichiers, depuis décembre 1999 inclusivement, l'intimé aurait commis des infractions au Code de la sécurité routière. Notamment, l'intimé:
 - n'a pas maintenu son véhicule lourd en bon état mécanique;
 - n'a pas soumis son véhicule lourd à la vérification mécanique exigée par la loi;
 - a laissé circuler un véhicule dont la force de freinage était insuffisante pour permettre une immobilisation rapide en cas d'urgence;
 - a utilisé un véhicule d'une largeur excédant 2 mètres qui était non muni des lampes, réflecteurs ou fusées éclairantes prescrits par règlement;

6. De plus, des véhicules de l'intimé auraient été impliqués dans 2 accidents routiers, soit les 4 et 12 décembre 1999;
7. Enfin, l'intimé aurait quatre (4) amendes impayées suite à la commission, en août 1998 et décembre 1999, de 4 infractions au Code de la sécurité routière par cette dernière. La période prévue pour le paiement de ces amendes serait déjà écoulée;
8. Considérant les faits mentionnés précédemment, la Commission donne avis à l'intimé de son intention de tenir une audition aux fins d'enquêter sur l'ensemble du comportement de son entreprise et sur toutes ses politiques en matière de sécurité routière;
9. À cette occasion, la Commission entend examiner le dossier de l'intimé et l'invite à lui faire part des systèmes et politiques de gestion établis dans son entreprise en regard des éléments suivants:
- programme d'entretien mécanique et préventif des véhicules lourds;
 - embauche et formation des chauffeurs;
 - ronde de sécurité;
- ainsi que tout autre élément lui permettant d'évaluer les divers aspects du comportement de l'entreprise dans l'exploitation et l'offre de service de véhicules lourds;
10. Dans l'hypothèse où la véracité des allégations susdites serait démontrée, prenez également avis que dans le cadre des pouvoirs qui lui sont conférés par les articles 26 à 38 de la *Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds*, la Commission pourrait, si elle le juge nécessaire, rendre une décision pour:
- modifier la cote qui a été attribuée à l'intimé pour une autre portant la mention "conditionnel";
 - déclarer l'intimé partiellement inapte à l'exploitation de véhicules lourds;
 - prendre toutes autres mesures jugées appropriées;
11. En vue de statuer sur tout ce qui précède, l'intimé est convoqué à une audience publique qui se tiendra aux lieux, date et heure mentionnés dans l'annexe ci-jointe;

L'intimé peut également faire parvenir à la Commission, par écrit, ses observations et documents dans un délai de 10 jours de la réception du présent avis;

À défaut de l'intimé de se présenter à l'audience, personnellement ou par représentant, la Commission pourra rendre une décision sur les renseignements contenus au dossier et sur les observations, arguments ou documents qu'il pourrait lui avoir fait parvenir, le cas échéant.

Montréal, le 28 septembre 2000

(S) Girard Loïselle Perreault Turcotte & Paquet
Girard Loïselle Perreault Turcotte & Paquet
Avocats
Services juridiques
Commission des transports du Québec
Téléphone : (514)873-3424
Télécopieur : (514)873-5947
Sans frais 1 888 461-2433

KD/mn

P.J. Fichiers informatisés de la S.A.A.Q.

c.c. S.A.A.Q.

COPIE CONFORME

Girard Loiseleur Perreault Turcotte & Paquet»

Une audience a été tenue à Québec le 15 novembre 2000. À cette date, la Commission est représentée et l'intimé est absent et non représenté.

Malgré cela, la cause fut quant même entendue compte tenu que le procureur de la Commission et l'intimé ont convenu que ce dernier transmettrait, avant le 17 novembre 2000 à midi, la preuve de l'acquiescement de toutes ses amendes impayées, et avant le 24 novembre 2000, la preuve des mesures qu'il a prises pour corriger sa situation en regard du contenu de l'avis de convocation. Ces délais ont été respectés et ces preuves ont été administrées.

Le procureur de la Commission a déposé sous la cote D-4 le dossier de l'intimé à la SAAQ pour la période s'étendant du 1er juillet 1999 au 1er novembre 2000.

Ce document fait état du comportement de l'intimé en tant que propriétaire et exploitant de véhicules lourds au sens de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

Au cours de la période ci-avant indiquée, l'intimé fut inspecté à six (6) reprises subissant quatre (4) mises hors service alors que la limite à ne pas atteindre est de quatre (4), d'où la transmission de son dossier à la Commission. Les quatre (4) mises hors service concernaient l'ajustement des freins.

L'évaluation de l'intimé en tant qu'exploitant indique qu'il n'a atteint aucune limite de points en regard de la sécurité des opérations 3/15, des normes de charges 0/13, de son implication dans des accidents 0/11 et de son comportement global 3/20.

Compte tenu de l'ensemble de la preuve, des faits, admissions et engagements produits par l'intimé, la Commission est d'avis qu'il n'y a pas lieu de le déclarer partiellement inapte au sens de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds et de modifier sa cote.

CONSIDÉRANT la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds (L.Q. 1998, c. 40);

CONSIDÉRANT la Loi sur la justice administrative (L.R.Q. c. J-3);

POUR CES RAISONS, la Commission:

No de référence : M00-80043-8

Page : 4

-MAINTIENT la cote attribuée à l'intimé, RAYNALD AYOTTE, portant la mention «satisfaisant».

MICHEL PAQUET,
Commissaire